

Colonisation israélienne : les entreprises européennes impliquées

27 juin 2018



En 2017, un [rapport](#) révélait les liens entre des banques et assurances françaises et le développement des colonies israéliennes illégales. Le 13 juin 2018, 8 organisations dont la Plateforme Palestine publiaient un rapport sur les liens entre 3 entreprises françaises et la colonisation à Jérusalem, suivi rapidement par le [retrait de l'une des entreprises](#).

Aujourd'hui, le [CNCD-11.11.11](#) publie « [Doing Business with the Occupation](#) », un rapport réalisé par le centre de recherche Profundo qui révèle le nom d'autres entreprises françaises ainsi que de nombreuses entreprises européennes contribuant indirectement à la colonisation israélienne.

La colonisation israélienne est reconnue comme étant un crime de guerre, au regard de la quatrième Convention de Genève qui interdit formellement à un occupant de déplacer sa population dans le territoire qu'il occupe. Or, le rapport [Doing Business with the Occupation](#) révèle que de nombreuses entreprises

européennes sont économiquement liées aux colonies israéliennes. Ce sont d'ailleurs ces liens qui permettent aux colonies de se maintenir et de se développer sur le territoire palestinien occupé.

La recherche réalisée par le groupe de recherche Profundo révèle ainsi que deux entreprises européennes exercent directement des activités dans les colonies : l'une via l'exploitation des ressources naturelles (HeidelbergCement - Allemagne), l'autre par l'installation de panneaux solaires fournissant de l'électricité aux colonies (Enerpoint - Italie). Bien plus nombreuses sont les entreprises qui entretiennent des liens indirects avec la colonisation israélienne et cela souvent sans le savoir. Ainsi Ackermans & van Haaren est actionnaire et la banque Degroof Petercam obligataire de l'entreprise allemande HeidelbergCement. La banque KBC a, quant à elle, des obligations dans Booking.com, une entreprise américaine de réservation d'hôtels en ligne qui propose des hôtels situés dans les colonies.

En mars 2016, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a chargé le Haut-Commissaire pour les droits de l'homme d'élaborer une base de données des entreprises liées à la colonisation israélienne. Le rapport « Doing Business with the Occupation » anticipe sa publication afin de montrer l'utilité d'un tel outil. « De nombreuses entreprises ont des liens avec la colonisation israélienne sans le savoir » souligne Nathalie Janne d'Othée, en charge du Moyen-Orient au CNCD-11.11.11. « La publication et la mise à jour régulière de la base de données des Nations Unies aiderait les entreprises à s'assurer que leurs activités ne nuisent pas aux droits humains (principe de diligence raisonnable), conformément à leurs obligations en la matière ». En effet, selon les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, les entreprises doivent faire en sorte que leurs activités ne portent pas directement ou indirectement atteintes aux droits humains.

Tout comme le [rapport « Financing Occup'Annexion »](#) ou le [rapport « Tramway de Jérusalem »](#) publiés le mois passé, le rapport « Doing Business with the Occupation » s'inscrit dans la campagne Made in Illegality lancée il y a quatre ans. Elle vise à mettre fin à toutes les relations économiques de la France, de la Belgique et de l'Union européenne avec la colonisation israélienne.

- [Téléchargez le rapport « Doing business with occupation » \(en anglais\)](#)
- [Télécharger le résumé exécutif en français](#)

Contact presse : Nathalie Janne d'Othée
CNCD-11.11.11
nathalie.janne@cncd.be
+32 (0) 2 250 12 64
+32 (0) 479 38 32 68

• **Emplacement** : Vous êtes ici : [Accueil](#) > [Agir](#) > [Campagnes](#) > [Made in illegality - Stop aux relations économiques de la France avec les colonies israéliennes](#) >

• **Adresse de cet article** :
<http://plateforme-palestine.org/Colonisation-israelienne-les-entreprises-europeennes-impliquees-5390>